ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1972	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 112

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1181

Περὶ κυρώσεως τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Παγκοσμίου Ὀργανισμοῦ Τουρισμοῦ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν,

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου τὸ ἐν Μεξικῷ κατὰ τὴν 17 - 28/9/1970 ὑπὸ τῆς Ἐκτάκτου Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ ἐγκριθὲν Καταστατικὸν τοῦ Παγκοσμίου Ὀργανισμοῦ Τουρισμοῦ, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ προβλεπομένη συνδρομὴ ἐπιβαρύνει τὸν Προϋπολογισμὸν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὀργανισμοῦ Τουρισμοῦ.

Ἄρθρον 3.

Τὸ Καταστατικὸν τίθεται ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς πληρωθῇ ἡ προϋπόθεσις τοῦ ἄρθρου 36 αὐτοῦ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Ἰουνίου 1972

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως
Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΕΜΜ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΓΕΡΑΣ. ΦΡΑΓΚΑΤΟΣ, ΑΝΤΩΝ. ΜΠΕΡΝΑΡΗΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΣΠΥΡ. ΒΕΛΛΙΑΝΙΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1972

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

STATUTS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME
(O. M. T.)

CONSTITUTION

Article 1

L'Organisation mondiale du tourisme, dénommée «l'Organisation» dans les articles suivants, est créée en tant qu'organisation internationale de caractère intergounernemental résultant de la transformation de l'Union internationale des Organismes officiels de tourisme (UIOOT).

SIEGE

Article 2

Le siège de l'Organisation est déterminé et peut être changé à tout moment par décision de l'Assemblée générale.

BUTS

Article 3

1. L'objectif fondamental de l'Organisation est de promouvoir et de développer le tourisme en vue de contribuer à l'expansion économique, à la compréhension internationale, à la paix, à la prospérité ainsi qu'au respect universel et à l'observation des droits et des libertés humaines fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. L'Organisation prendra toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre cet objectif.

2. Dans la poursuite de cet objectif, l'Organisation prêtera une attention particulière aux intérêts des pays en voie de développement dans le domaine du tourismes.

3. Afin d'affirmer le rôle central qu'elle est appelée à jouer dans le domaine du tourisme, l'Organisation établira et maintiendra une coopération efficace avec les organes compétents des Nations Unies et ses institutions spécialisées. A cet effet, l'Organisation cherchera à établir des rapports de coopération et de participation avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en tant qu'organisation participante et chargée de l'exécution du Programme.

MEMBRES

Article 4

La qualité de Membre de l'Organisation sera accessible aux :

a) Membres effectifs
b) Membres associés
c) Membres affiliés

Article 5

1. La qualité de Membre effectif de l'Organisation est accessible à tous les Etats souverains.

2. Les Etats dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT, à la date de l'adoption des prèsents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation, au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. D'autres Etats peuvent devenir Membres effectifs de l'Organisation sileur candidature est approuvée par l'Assemblée générale à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majoité comprenne la majoité des Membres effectifs de l'Organisation.

Article 6

1. La qualité de Membre associé de l'Organisation est accessible à tous les territoires ou groupes de territoires qui n'ont pas la responsabilité de leurs relations extérieures.

2. Les territoires ou groupes de territoires dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres associés de l'Organisation, sous réserve de l'approbation de l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer, en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. Des territoires ou groupes de territoires peuvent devenir Membres associés de l'Organisation si leur candidatures obtient l'approbation préalable de l'Etat Membre qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également débilité de leurs relations extérieures leque doit également déclarer en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligation inhérentes à la qualité de Membre. l'Assemblée doit approuver ces candidatures à la majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Lorsqu'un Membre associé de l'Organisation devient responsable de la conduite de ses relations extérieures, il a le droit de devenir Membre effectif de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle écrite, par laquelle il notifie au Secrétaire général qu'il adopte les Statuts de l'Organisation et qu'il accepte les obligations inhérentes à la qualité de Membre effectif.

Article 7

1. La qualité de Membre affilié de l'Organisation est accessible aux organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés ainsi qu'aux organisations commerciales et associations dont les activités sont en rapport avec les buts de l'Organisation ou qui relèvent de sa cempétence.

2. Les Membres associés de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir Membres affiliés de l'Organisation, sans nécessité de vote, au moyen d'une déclaration par laquelle ils acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre affilié.

3. D'autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit présentée par écrit au Secrétaire général et qu'elle soit approuvée par l'Assemblée à la majorité des deuxtiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Des organisations commerciales ou des associations qui s'occupent d'intérêts définis dans le paragraphe 1 ci-dessus, peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation, sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit soumise par écrit au Secrétaire général et appuyée par l'Etat sous la juridiction duquel le siège du candidat se trouve situé. Les dites candidatures doivent être approuvées par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

5. Il peut être constitué un Comité des Membres affiliés, qui établit son propre règlement, soumis à l'approbation de l'Assemblée. Le Comité peut être représenté aux réunions de l'Organisation. Il peut demander l'inscription de questions à l'ordre du jour de ces réunions. Il peut également formuler des recommandations à ces réunions.

6. Les Membres affiliés peuvent participer, à titre individuel ou groupés au sein du Comité des Membres affiliés, aux activités de l'Organisation.

ORGANES

Article 8

1. Les organes de l'Organisation sont les suivants :

a) L'Assemblée générale, ci-après dénommée l'Assemblée.

b) Le Conseil exécutif, ci-après dénommé le Conseil.

c) Le Secrétariat.

2. Les réunions de l'Assemblée et du Conseil se tiennent au siège de l'Organisation à moins que les organes respectifs n'en décident autrement.

ASSEMBLEE GENERALE

Article 9

1. L'Assemblée est l'organe suprême de l'Organisation; elle est composée de délégués représentant les Membres effectifs.

2. Lors des sessions de l'Assemblée, les Membres effectifs et associés ne pourront se faire représenter par plus de cinq délégués, dont l'un sera nommé Chef de délégation par le Membre.

3. Le Comité des Membres affiliés peut désigner jusqu'à concurrence de trois observateurs et chaque Membre affilié peut nommer un observateur pour participer aux travaux de l'Assemblée.

Article 10

L'Assemblée se réunit en session ordinaire tous les deux ans et, également, en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent. Les sessions extraordi-

naires peuvent être convoquées à la demande du Conseil ou de la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

Article 11

L'Assemblée adopte son propre Règlement.

Article 12

L'Assemblée peut examiner toute question et formuler des recommandations sur tout sujet relevant de la compétence de l'Organisation. Outre celles qui lui sont conférées par ailleurs dans les présents Statuts, ses attributions sont les suivantes :

a) élire son Président et ses Vice-Présidents ;
b) élire les membres du Conseil ;
c) nommer le Secrétaire général sur la recommandation du Conseil ;
d) approuver le Règlement financier de l'Organisation;
e) énoncer des directives générales pour l'administration de l'Organisation ;

f) approuver le Règlement du personnel applicable aux membres du personnel du Secrétariat ;
g) élire les Commissaires aux comptes sur la recommandation du Conseil ;
h) approuver le programme général de travail de l'Organisation ;
i) contrôler la politique financière de l'Organisation et examiner et approuver le badget ;
j) créer tout organe technique ou régional qui peut se révéler nécessaire ;
k) étudier et approuver les rapports d'activités de l'Organisation et des organes de celle-ci et prendre toutes dispositions nécessaires pour donner effet aux mesures qui en découlent ;

l) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des gouvernements et des organisations internationales ;

m) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des organisations ou des institutions privées ;
n) élaborer et recommander des accords internationaux sur toute question qui relève de la compétance de l'Organisation ;
o) se prononcer, conformément aux présents statuts, sur les demandes d'admission à la qualité de Membre.

Article 13

1. L'Assemblée élit son Président et ses Vice-Présidents au début de chaque session.
2. Le Président préside l'Assemblée et accomplit les tâches qui lui sont confiées.
3. Le Président est responsable devant l'Assemblée au cours des sessions de celle-ci.
4. Le Président représente l'Organisation pendant la durée de son mandat dans toutes les manifestations où cette représentation est nécessaire.

CONSEIL EXECUTIF

Article 14

1. Le Conseil se compose de Membres effectifs élus par l'Assemblée à raison d'un Membre pour cinq Membres effectifs, conformément au Règlement arrêté par l'Assemblée, en vue d'atteindre une répartition géographique juste et équitable.
2. Un membre associé, désigné par les Membres associés de l'Organisation, peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.
3. En représentant du Comité des Membres affiliés peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.

Article 15

Le mandat des Membres élus du Conseil est de quatre ans, à l'exception du celui de la moitié des membres du premier Conseil, désignés par tirage au sort, qui est de deux ans. Il sera procédé tous les deux ans à l'élection de la moitié des membres du Conseil.

Article 16

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an.

Article 17

Le Conseil élit parmi ses membres élus un Président et des Vice-Présidents pour un mandat d'un an.

Article 18

Le Conseil adopte son propre réglément.

Article 19

Les fonctions du Conseil, outre celles qui lui sont par ailleurs conférées dans les présents Statuts, sont les suivantes :

a) prendre, en consultation avec le Secrétaire général, toutes les mesures nécessaires, à l'exception des décisions et des recommandations de l'Assemblée, et faire rapport à celle-ci ;
b) recevoir du Secrétaire général des rapports sur les activités de l'Organisation ;
c) soumettre des propositions à l'Assemblée ;
d) examiner le programme général de travail de l'Organisation élaboré par le Secrétaire général, avant sa présentation à l'Assemblée ;
e) soumettre à l'Assemblée des rapports et des recommandations portant sur les comptes et les prévisions budgétaires de l'Organisation ;
f) créer tout organe subsidiaire nécessaire aux activités du Conseil ;
g) exercer toute autre fonction qui peut lui être confiée par l'Assemblée.

Article 20

Dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée, et en l'absence de toute disposition contraire dans les présents Statuts, le Conseil prend les décisions d'ordre administratif et technique qui peuvent être nécessaires, dans le cadre des attributions et des ressources financières de l'Organisation, et fait rapport à la prochaine session de l'Assemblée, pour approbation, sur les décisions qui ont été prises.

SECRETARIAT

Article 21

Le Secrétariat est composé du Secrétaire général et du personnel nécessaire à l'Organisation.

Article 22

Sur recommandation du Conseil, le Secrétaire général est nommé pour une période de quatre ans à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants à l'Assemblée. Son mandat est renouvelable.

Article 23

1. Le Secrétaire général est responsable devant l'Assemblée et le Conseil.
2. Le Secrétaire général est chargé de l'exécution des directives de l'Assemblée et du Conseil. Il soumet au Conseil des rapports sur les activités de l'Organisation, les comptes de gestion et le projet de programme général de travail ainsi que les propositions budgétaires de l'Organisation.
3. Le Secrétaire général assure la représentation juridique de l'Organisation.

Article 24

1. Le Secrétaire général nomme le personnel du Secrétariat, conformément au Règlement du personnel approuvé par l'Assemblée.

2. Le personnel de l'Organisation est responsable devant le Secrétaire général.

3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficasité, de compétence technique et d'intégrité. Conformément à cette considération, sera dûment observée l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne sollicitent ni n'acceplent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstienment de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation.

BUDGET ET DEPENSES

Article 25

1. Le budget de l'Organisation couvrant ses activités administratives et de programme général de travail, est financé par les contributions des Membres effectifs, associés et affiliés, selon un barème d'évaluation accepté par l'Assemblée, ainsi que par toute autre source possible de recettes de l'Organisation, conformément aux dispositions des Règles de financement annexées aux présents Statuts.

2. Le budget préparé par le Secrétaire général est soumis à l'Assemblée par le Conseil, pour examen et approbation.

Article 26

1. Les comptes de l'Organisation sont examinés par deux Commissaires aux comptes, élus par l'Assemblée pour une période de deux ans sur la recommandation du Conseil. Les Commissaires aux comptes sont rééligibles.

2. Les Commissaires aux comptes, en plus de leurs fonctions d'examen des comptes, peuvent présenter les observations qu'ils jugent nécessaires concernant l'efficacité des procédures financières et la gestion, le système de comptabilité, le contrôle financier intérieur et d'une façon générale, les conséquences financières des pratiques administratives.

QUORUM

Article 27

1. La présence de la majorité des Membres effectifs est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions de l'Assemblée.

2. La présence de la majorité des Membres effectifs du Conseil est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions du Conseil.

VOTE

Article 28

Chaque Membre effectif dispose d'une voix.

Article 29

1. Sous réserve de dispositions contraires des présents Statuts, les décisions en toutes matières sont prises à l'Assemblée, à la majorité simple des Membres effectifs présents et votants.

2. Pour les décisions sur des question entraînant des obligations budgétaires et financières pour les Membres, ainsi que sur le lieu du siège de l'Organisation, et pour toute autre question que la majorité simple des Membres effectifs estime d'une importance particulière, la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, est nécessaire à l'Assemblée.

Article 30

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents et votants, à l'exception des recommandations en matière financière et budgétaire, qui doivent être approuvées à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

CAPACITE JURIDIQUE, PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 31

L'Organisation prossède la personnalité juridique.

Article 32

L'Organisation bénéficie, sur le territoire des Etats Membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Ges privilèges et immunités peuvent être définis par des accords conclus par l'Organisation.

AMENDEMENTS

Article 33

1. Tout projet d'amendement aux présents Statuts et à son annexe est transmis au Secrétaire général, qui le communique aux Membres effectifs six mois au moins avant qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée.

2. Un amendement est adopté par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres affectifs présents et votants.

3. Un amendement entre en vigueur pour tous les Membres lorsque les deux-tiers des Etats Membres ont notifié leur approbation de celui-ci au Gouvernement dépositaire.

SUSPENSION

Article 34

1. Si l'Assemblée estime qu'un Membre persiste à poursuivre une politique contraire à l'objectif fondamental de l'Organisation, tel qu'il est décrit à l'Article 3 des Statuts, l'Assemblée peut par une résolution adoptée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, suspendre ce Membre le privant de l'exercice des droits et de la jouissance des privilèges inhérents à la qualité de Membre.

2. La suspension sera maintenue jusqu'à ce que l'Assemblée reconnaisse qu'un changement est intervenu dans la politique de ce Membre.

RETRAIT

Article 35

1. Tout Membre effectif peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Gouvernement dépositaire.

2. Tout Membre associé peut se retirer de l'Organisation dans les mêmes conditions de préavis, au moyen d'une notification par écrit adressée au Gouvernement dépositaire par le Membre effectif qui assume la responsabilité des relations extérieures du Membres associé.

3. Tout Membre affilié peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Secrétaire général.

ENTREE EN VIGUEUR

Article 36

Les présents Statuts entreront en vigueur cent vingt jours après que cinquante et un Etats ont les organismes officiels de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, auront officiellement notifié au dépositaire provisoire leur approbation des Statuts et leur acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre.

DEPOSITAIRE

Article 37

1. Les présents Statuts ainsi que toutes les déclarations d'acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre doivent être déposés à titre provisoire auprès du Gouvernement suisse.

2. Le Gouvernement suisse informe tous les Etats habilités à recevoir cette notification, de la réception de telles déclarations et de la date d'entrée en vigueur des présents Statuts.

LANGUES ET INTERPETATION

Article 38

Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais, l'espagnol et le russe.

Article 39

Les textes français, anglais, espagnol et russe des présents Statuts font également foi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 40

En attendant une décision de l'Assemblée générale conformément à l'article 2, le siège est provisoirement fixé à Genève (Suisse).

Article 41

Pendant un délai de cent quatre vingt jours à partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou qui sont parties au Statuts de la Cour internationale de Justice, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

Article 42

Pendant un délai d'un an après l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats dont les organismes nationaux de tourisme étaient membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation, sont admis à participer aux activités de l'Organisation avec tous les droits et obligations d'un Membre effectif.

Article 43

Au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur des présents Statuts, les territoires ou groupes de territoires non responsables de leurs relations extérieures mais dont les organismes nationaux de tourisme étaient membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, et qui par conséquent ont droit à la qualité de Membre associé et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation par l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, peuvent participer aux activités de l'Organisation en énéficiant des droits et des obligations inhérent à la qualité de Membre associé.

Article 44

A partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les droits et obligations de l'UIOOT sont dévolus à l'Organisation.

Article 45

Le Secrétaire général de l'UIOOT, à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts, agira en tant que Secrétaire général de l'Organisation jusqu'à la date de l'élection, par l'Assemblée, du Secrétaire général de l'Organisation.

Fait à Mexico le 27 septembre 1970

REGLES DE FINANCEMENT

1. La période financière de l'Organisation est de deux ans.

2. L'exercice financier correspond à la période comprise entre le ler janvier et le 31 décembre.

3. Le budget est financé au moyen des contributions des Membres selon une méthode de répartition à déterminer par l'Assemblée et basée sur le niveau de développement économique ainsi que sur l'importance du tourisme international de chaque pays, et au moyen d'autres recettes de l'Organisation.

4. Le Budget sera formulé en dollars des Etats-Unis. La monnaie de paiement des contributions des Membres est le dollar des Etats-Unis. Toutefois, le Secrétaire général peut accepter d'autres monnaies pour le paiement des contributions des Membres, jusqu'à concurrence du montant autorisé par l'Assemblée.

5. Un Fonds général est établi. Toutes les contributions effectuées en qualité de Membre conformément au paragraphe 3, les ressources diverses et toute avance sur le Fonds de roulement seront créditées au Fonds général. Les dépenses d'administration et les dépenses relatives au programme général seront effectuées par le débit du Fonds général.

6. Il est établi un Fonds de roulement pour un montant qui sera fixé par l'Assemblée. Les avances sur les contributions des Membres et toutes autres recettes que l'Assemblée destine à cet effet seront versées au Fonds de roulement. Lorsque cela est nécessaire, des virements de ce Fonds peuvent être ef ectués au Fonds général.

7. Des Fonds fiduciaires peuvent être établis pour financer les activités non prévues au budget de l'Organisation auxquelles sont intéressés certains pays ou groupes de pays, ces Fonds étant financés par des contributions volontaires. L'Organisation peut demander une rémunération pour l'administration de ces Fonds.

8. La destination des dons, legs et autres recettes extraordinaires no figurant pas au budget de l'Organisation est décidée par l'Assemblée.

9. Le Secrétaire général soumet les prévisions budgétaires au Conseil au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante du Conseil. Le Conseil étudie ces prévisions et recommande le budget à l'examen final et à l'approbation de l'Assemblée. Les prévisions

du Conseil sont communiquées au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante de l'Assemplée.

10. L'Assemblée approuve le budget par année pour la période de deux ans et sa répartition pour chaque année ainsi que les comptes de gestion pour chaque année.

11. Les comptes de l'Organisation pour l'exercice financier écoulé sont communiqués par le Secrétaire général aux Commissaires aux compressainsi qui à l'organe compétant du Conseil.

Les Commissaires aux comptes font rapport au Conseil et à l'Assemblée.

12. Les Membres de l'Organisation effectuent le verse de leur contribution dans le premier mois de l'exercice financier pour lequel elle est due. Le montant de cette contribution, décidé par l'Assemblée, sera communiqué aux Membres six mois avant le début de l'exercice financier auquel il se rapporte.

Toutefois, le Conseil pourra accepter des cas d'arriérés justifiés résultant des différents exercices financiers en vigueur dans différents pays.

13. Un Membre en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation se verra retirer le privilège dont bénéficient les Membres sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée et au Conseil si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années financières écoulées. A la demande du Conseil, l'Assemblée peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote et à bénéficier des services de l'Organisation, si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

14. Un Membre, qui se retire de l'Organisation aura l'obligation de payer la partie adéquate de sa contribution sur une base de prorata jusqu'à la date où son retrait devient effectif.

En calculant la répartition pour les Membres associés et affiliés, il sera tenu compte du caractère différent de leur qualité de Membre et des droits limités dont ils jouissent au sein de l'Organisation.

Fait à Mexico le 27 septembre 1970

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΝΩΣΙΣ ΕΠΙΣΗΜΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ ΤΟΥΡΙΣΜΟΥ
ΕΚΤΑΚΤΟΣ ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΝΕΛΕΥΣΙΣ
ΜΕΞΙΚΟΝ 17-28.9.70
ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΝ ΤΟΥ ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΤΟΥΡΙΣΜΟΥ (Ο.Τ.)

ΙΔΡΥΣΙΣ

"Αρθρον 1.

Κατόπιν μετατροπῆς τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ (UIOOT) ἱδρύεται, ὡς διεθνὴς ὀργάνωσις διακυβερνητικοῦ χαρακτῆρος, ὁ Παγκόσμιος Ὀργανισμὸς Τουρισμοῦ, καλούμενος ἐν τοῖς ἑπομένοις ἄρθροις «ὁ Ὀργανισμός».

ΕΔΡΑ

"Αρθρον 2.

Ἡ ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ καθορίζεται καὶ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ μεταφερθῇ κατόπιν ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

ΣΚΟΠΟΙ

"Αρθρον 3.

1. Βασικὸς σκοπὸς τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ἡ προβολὴ καὶ ἀνάπτυξις τοῦ τουρισμοῦ ὅπως οὗτος συμβάλῃ εἰς τὴν οἰκονομικὴν ἀνάπτυξιν, τὴν διεθνῆ κατανόησιν, τὴν εἰρήνην, τὴν εὐημερίαν, ὡς καὶ τὸν παγκόσμιον σεβασμὸν καὶ τὸν σεβασμὸν τῶν βασικῶν ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων καὶ ἐλευθεριῶν ἄνευ διακρίσεως φυλῆς, γένους, γλώσσης ἢ θρησκείας. Ὁ Ὀργανισμὸς θέλει λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐπιτυχίαν τοῦ σκοποῦ τούτου.

2. Ἐν τῇ ἐπιδιώξει τοῦ ἀνωτέρω σκοποῦ, ὁ Ὀργανισμὸς θέλει στρέψῃ ἰδιαιτέρως τὴν προσοχήν του πρὸς τὰ συμφέροντα τῶν ἐν τουριστικῇ ἀναπτύξει διατελουσῶν χωρῶν.

3. Πρὸς βεβαίωσιν τοῦ βασικοῦ ρόλου, τὸν ὁποῖον καλεῖται νὰ διαδραματίσῃ εἰς τὸν τομέα τοῦ τουρισμοῦ, ὁ Ὀργανισμὸς θέλει συνάψῃ καὶ διατηρήσῃ ἀποδοτικὴν συνεργασίαν μετὰ τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων καὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ὁ Ὀργανισμὸς θὰ ἐπιζητήσῃ νὰ συνάψῃ σχέσεις συνεργασίας καὶ συμμετοχῆς μετὰ τοῦ Προγράμματος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, διὰ τὴν ἀνάπτυξιν, ὡς μετέχουσα Ὀργάνωσις καὶ ἐπιφορτισμένη μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ Προγράμματος.

ΜΕΛΗ

"Αρθρον 4.

Ἡ ἰδιότης τοῦ Μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ θὰ εἶναι προσιτὴ εἰς :

α) Τὰ πραγματικὰ Μέλη (Membres Effectifs)
β) Τὰ συνδεδεμένα Μέλη (Membres Associes)
γ) Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη (Membres Affilies)

"Αρθρον 5.

1. Ἡ ἰδιότης τοῦ πραγματικοῦ Μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι προσιτὴ εἰς ἅπαντα τὰ κυρίαρχα Κράτη.

2. Τὰ Κράτη, τῶν ὁποίων οἱ Ἐθνικοὶ Ὀργανισμοὶ Τουρισμοῦ εἶναι πραγματικὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ (UIOOT) κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ ὑπὸ τῆς Ἐκτάκτου Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ, ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ γίνωσι, χωρὶς νὰ παρίσταται ἀνάγκη ψηφοφορίας, πραγματικὰ Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ διὰ ρητῆς δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας ἀποδέχονται τὸ Καταστατικὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις :

3. Ἄλλα Κράτη δύνανται νὰ γίνωσι πραγματικὰ Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ, ἐὰν ἡ ὑποψηφιότης των γίνῃ δεκτὴ παρὰ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μὲ τὴν πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τοῦ ἀριθμοῦ τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν Μελῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ ἐν λόγῳ πλειοψηφία περιλαμβάνῃ τὴν πλειονοψηφίαν τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

"Αρθρον 6.

1. Δύνανται ν' ἀποκτήσωσι τὴν ἰδιότητα τοῦ συνδεδεμένου Μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ ἅπαντα τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν, μὴ φέροντα τὴν εὐθύνην ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν αὐτῶν σχέσεων.

2. Τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων οἱ ἐθνικοὶ ὀργανισμοὶ τουρισμοῦ εἶναι πραγματικὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ ὑπὸ τῆς Ἐκτάκτου Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ, ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ γίνωσι, ἄνευ ἀνάγκης ψηφοφορίας, συνδεδεμένα Μέλη τοῦ

'Οργανισμοῦ ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐγκρίσεως ἐκ μέρους τοῦ Κράτους τοῦ ἔχοντος τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν των σχέσεων, τὸ ὁποῖον ὀφείλει ἐπίσης νὰ δηλώσῃ, ἐξ ὀνόματός των, ὅτι ταῦτα ἀποδέχονται τὸ Καταστατικὸν τοῦ 'Οργανισμοῦ καὶ δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις.

3. 'Εδάφη ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν δύνανται νὰ γίνωσι συνδεδεμένα Μέλη τοῦ 'Οργανισμοῦ ἐὰν ἡ ὑποψηφιότης των τύχῃ προηγουμένως τῆς ἐγκρίσεως τοῦ Κράτους Μέλους τοῦ ἔχοντος τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν των σχέσεων, τὸ ὁποῖον ὀφείλει ἐπίσης νὰ δηλώσῃ ἐξ ὀνόματός των ὅτι τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν ἀποδέχονται τὸ Καταστατικὸν τοῦ 'Οργανισμοῦ καὶ δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις. 'Η Συνέλευσις ὀφείλει νὰ ἐγκρίνῃ τὰς ὑποψηφιότητας ταύτας μὲ τὴν πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τοῦ ἀριθμοῦ τῶν παρόντων καὶ λαμβανόντων μέρος εἰς τὴν ψηφοφορίαν πραγματικῶν Μελῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ εἰρημένη πλειονοψηφία περιλαμβάνει τὴν πλειονοψηφίαν τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ 'Οργανισμοῦ.

4. "Οτε συνδεδεμένον Μέλος τοῦ 'Οργανισμοῦ καθίσταται ὑπεύθυνον τῆς διεξαγωγῆς τῶν ἐξωτερικῶν ὑποθέσεών του, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ γίνῃ πραγματικὸν μέλος τοῦ 'Οργανισμοῦ δι' ἐγγράφου ρητῆς δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας γνωστοποιεῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι ἀποδέχεται τὸ Καταστατικὸν τοῦ 'Οργανισμοῦ καὶ δέχεται νὰ ἀναλάβῃ τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ πραγματικοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις.

"Αρθρον 7.

Δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα Μέλη τοῦ 'Οργανισμοῦ αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις διακυβερνητικαὶ καὶ μὴ-κυβερνητικαί, ἀσχολούμεναι μὲ εἰδικὰ τουριστικὰ συμφέροντα, ὡς ἐπίσης ἐμπορικαὶ ὀργανώσεις καὶ σύνδεσμοι τῶν ὁποίων ἡ δραστηριότης ἔχει σχέσιν πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ 'Οργανισμοῦ ἢ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἁρμοδιότητα αὐτοῦ.

2. Τὰ συνδεδεμένα Μέλη τῆς Διεθνοῦς 'Ενώσεως 'Επισήμων 'Οργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ ὑπὸ τῆς 'Εκτάκτου Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Διεθνοῦς ταύτης 'Ενώσεως δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα μέλη τοῦ 'Οργανισμοῦ, ἄνευ τῆς ἀνάγκης ψηφοφορίας, διὰ δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας δέχονται ν' ἀναλάβωσι τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ συνεργαζομένου Μέλους ὑποχρεώσεως.

3. "Αλλαι διεθνεῖς, διακυβερνητικαὶ καὶ μὴ κυβερνητικαὶ ὀργανώσεις, εἰδικευμέναι εἰς τὸν τουρισμόν, δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα Μέλη τοῦ 'Οργανισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ὑποβάλωσιν ἐγγράφως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑποψηφιότητά των καὶ ἐγκριθῇ αὕτη ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν μελῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ πλειοψηφία αὕτη περιλαμβάνει τὴν πλειοψηφίαν τῶν πραγματικῶν Μελῶν τοῦ 'Οργανισμοῦ.

4. 'Εμπορικαὶ ὀργανώσεις ἢ σύνδεσμοι, τῶν ὁποίων τὸ ἔργο καθορίζεται ἐν τῇ ἀνωτέρῳ 1ῃ παραγράφῳ, δύνανται νὰ γίνωσι συνεργαζόμενα Μέλη τοῦ 'Οργανισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ ὑποψηφιότης των ὑποβληθῇ ἐγγράφως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ ὑποστηριχθῇ ὑπὸ τοῦ Κράτους, εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ ὑποψηφίου Μέλους. Αἱ ἐν λόγῳ ὑποψηφιότητες δέον ὅπως ἐγκριθῶσιν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως μὲ τὴν πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν Μελῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ πλειοψηφία αὕτη περιλαμβάνει τὴν πλειοψηφίαν τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ 'Οργανισμοῦ.

5. Δύναται νὰ συσταθῇ 'Επιτροπὴ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν, συντάσσουσα τὸν ἴδιον αὐτῆς κανονισμόν, ὑποκείμενον εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Συνελεύσεως. 'Η 'Επιτροπὴ δύναται νὰ ἐκπροσωπῆται εἰς τὰς συνόδους τοῦ 'Οργανισμοῦ. Δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν ἐγγραφὴν θεμάτων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν συνόδων τούτων.

Δύναται ὡσαύτως νὰ διατυπώσῃ συστάσεις κατὰ τὰς συνόδους ταύτας.

6. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται εἴτε ἀτομικῶς εἴτε συγκεκροτημένα ἐντὸς τῶν κόλπων τῆς 'Επιτροπῆς τῶν συνεργαζομένων μελῶν νὰ συμμετέχωσιν εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ 'Οργανισμοῦ.

ΟΡΓΑΝΑ

"Αρθρον 8.

1. Τὰ ὄργανα τοῦ 'Οργανισμοῦ εἶναι τὰ κάτωθι :

α) 'Η Γενικὴ Συνέλευσις, καλουμένη ἐφεξῆς Συνέλευσις.

β) Τὸ 'Εκτελεστικὸν Συμβούλιον, κατωτέρω ὀνομαζόμενον Συμβούλιον.

γ) 'Η Γραμματεία.

2. Αἱ σύνοδοι τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου συνέρχονται εἰς τὴν ἕδραν τοῦ 'Οργανισμοῦ, ἐκτὸς ἐὰν τὰ οἰκεῖα ὄργανα ἀποφασίζωσιν ἄλλως πως.

ΓΕΝΙΚΗ ΣΥΝΕΛΕΥΣΙΣ

"Αρθρον 9.

1. 'Η Συνέλευσις εἶναι τὸ ἀνώτατον ὄργανον τοῦ 'Οργανισμοῦ. 'Απαρτίζεται ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν πραγματικῶν Μελῶν.

2. Κατὰ τὰς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τὰ πραγματικὰ Μέλη καὶ τὰ συνδεδεμένα Μέλη δὲν δύνανται ν' ἀντιπροσωπευθῶσι διὰ περισσοτέρων τῶν πέντε ἀντιπροσώπων, ἐξ ὧν ὁ εἷς διορίζεται 'Αρχηγὸς ἀντιπροσωπείας παρὰ τοῦ Μέλους.

3. 'Η 'Επιτροπὴ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν δύναται νὰ ὁρίσῃ μέχρι τρεῖς τὸν ἀριθμὸν παρατηρητὰς καὶ ἕκαστον συνεργαζόμενον Μέλος ἕνα παρατηρητὴν ἵνα μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς Συνελεύσεως.

"Αρθρον 10.

'Η Συνέλευσις συνέρχεται εἰς τακτικὴν σύνοδον ἀνὰ διετίαν καί, ἐπίσης εἰς ἔκτακτον σύνοδον, ὅταν τοῦτο ἐπιβάλλεται ἐκ τῶν περιστάσεων. Αἱ ἔκτακτοι σύνοδοι δύνανται νὰ συγκληθῶσι τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν πραγματικῶν μελῶν τοῦ 'Οργανισμοῦ.

"Αρθρον 11.

'Η Συνέλευσις ἐγκρίνει τὸν ἴδιον αὐτῆς Κανονισμόν.

"Αρθρον 12.

'Η Συνέλευσις δύναται νὰ ἐξετάσῃ πᾶν θέμα ὑπαγόμενον εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ 'Οργανισμοῦ καὶ σχετικῶς νὰ διατυπώσῃ συστάσεις. Αἱ ἁρμοδιότητες αὐτῆς, ἐκτὸς ἐκείνων τὰς ὁποίας ἄλλως παρέχει εἰς αὐτὴν τὸ παρὸν Καταστατικόν, εἶναι αἱ ἑξῆς :

α) 'Ελέγχει τὸν Πρόεδρον καὶ τοὺς 'Αντιπροέδρους αὐτῆς.

β) 'Ελέγχει τὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου.

γ) Διορίζει τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατόπιν συστάσεως τοῦ Συμβουλίου.

δ) 'Εγκρίνει τὸν Οἰκονομικὸν Κανονισμὸν τοῦ 'Οργανισμοῦ.

ε) Διαγράφει τὰς γενικὰς κατευθύνσεις ὡς πρὸς τὴν Διοίκησιν τοῦ 'Οργανισμοῦ.

ζ) 'Εγκρίνει τὸν Κανονισμὸν προσωπικοῦ, ἐφαρμοζόμενον εἰς τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας.

η) 'Εκλέγει τοὺς 'Ελεγκτὰς κατόπιν συστάσεως τοῦ Συμβουλίου.

θ) Ἐγκρίνει τὸ γενικὸν πρόγραμμα ἐργασίας τοῦ Ὀργανισμοῦ.

ι) Ἐλέγχει τὴν οἰκονομικὴν πολιτικὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμόν.

κ) Δημιουργεῖ πᾶν τεχνικὸν ἢ περιφερειακὸν ὄργανον τὸ ὁποῖον θὰ ἐκρίνετο ὡς ἀναγκαῖον.

λ) Μελετᾶ καὶ ἐγκρίνει τὰς ἐκθέσεις δραστηριότητος τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ τῶν ὀργάνων αὐτοῦ καὶ λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἀποδοτικότητα τῆς δραστηριότητος ταύτης.

μ) Ἐγκρίνει ἢ ἐξουσιοδοτεῖ διὰ τὴν ἔγκρισιν συμφωνιῶν μετὰ κυβερνήσεων καὶ διεθνῶν ὀργανώσεων.

ν) Ἐγκρίνει ἢ ἐξουσιοδοτεῖ διὰ τὴν ἔγκρισιν συμφωνιῶν μετὰ ὀργανώσεων ἢ ἰδιωτικῶν ἱδρυμάτων.

ξ) Ἐπεξεργάζεται διεθνεῖς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος τῆς ἁρμοδιότητος τοῦ ὀργανισμοῦ καὶ συνιστᾶ τὴν σύναψιν τῶν συμφωνιῶν τούτων.

ο) Ἀποφασίζει, βάσει τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἐπὶ τῶν αἰτήσεων διὰ τὴν ἀπόκτησιν τῆς ἰδιότητος τοῦ Μέλους τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ Συνέλευσις ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τοὺς Ἀντιπροέδρους αὐτῆς κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης συνόδου.

2. Ὁ Πρόεδρος προεδρεύει τῆς Συνελεύσεως καὶ ἀσκεῖ τὰ ἀνατιθέμενα αὐτῷ καθήκοντα.

3. Ὁ Πρόεδρος εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῆς Συνελεύσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνόδων αὐτῆς.

4. Ὁ Πρόεδρος ἐκπροσωπεῖ τὸν Ὀργανισμὸν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐντολῆς του εἰς ὅλας τὰς ἐκδηλώσεις διὰ τὰς ὁποίας ἡ ἐκπροσώπησις αὕτη εἶναι ἀναγκαία.

ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ἄρθρον 14.

1. Τὸ Συμβούλιον ἀπαρτίζεται ἐκ πραγματικῶν Μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως κατ' ἀναλογίαν ἑνὸς πρὸς πέντε πραγματικὰ Μέλη συμφώνως πρὸς τὸν ἐγκριθέντα ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως Κανονισμὸν διὰ τὴν ἐπίτευξιν ὀρθῆς καὶ δικαίας γεωγραφικῆς κατανομῆς.

2. Μέλος συνδεδεμένον ὁριζόμενον παρὰ τῶν συνδεδεμένων Μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ δύναται νὰ μετέχῃ τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

3. Ἐκπρόσωπος τῆς Ἐπιτροπῆς συνεργαζομένων Μελῶν δύναται νὰ μετέχῃ τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

Ἄρθρον 15.

Ἡ ἐντολὴ τῶν ἐκλεγομένων μελῶν τοῦ Συμβουλίου εἶναι τετραετής, ἐξαιρέσει τῆς ἐντολῆς τοῦ ἡμίσεως τῶν μελῶν τοῦ πρώτου Συμβουλίου ὁριζομένων διὰ κλήρου, ἥτις εἶναι διετής.

Ἀνὰ διετίαν θὰ ἐκλέγηται τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 16.

Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται δύο τοὐλάχιστον φορὰς κατ' ἔτος.

Ἄρθρον 17

Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει μεταξὺ τῶν ἐκλεγέντων μελῶν του τὸν Πρόεδρον καὶ Ἀντιπροέδρους ἐπὶ ἐνιαυσίᾳ θητείᾳ.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Συμβούλιον ἐγκρίνει τὸν ἴδιον αὐτοῦ Κανονισμόν.

Ἄρθρον 19.

Τὰ καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου, ἐκτὸς ἐκείνων τὰ ὁποῖα τῷ ἀνατίθενται ὑπὸ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, εἶναι τὰ ἑξῆς :

α) λαμβάνει, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, ἐκτὸς τῶν ἀποφάσεων καὶ τῶν συστάσεων τῆς Συνελεύσεως καὶ ὑποβάλλει αὐτῇ ἔκθεσιν.

β) λαμβάνει, ἐκ μέρους τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐκθέσεις ἐπὶ τῶν πεπραγμένων τοῦ Ὀργανισμοῦ.

γ) ὑποβάλλει προτάσεις εἰς τὴν Συνέλευσιν.

δ) ἐξετάζει τὸ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζόμενον γενικὸν πρόγραμμα ἐργασίας, πρὸ τῆς ὑποβολῆς τούτου εἰς τὴν Συνέλευσιν.

ε) ὑποβάλλει εἰς τὴν Συνέλευσιν ἐκθέσεις καὶ συστάσεις ἐπὶ τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν προβλέψεων τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ.

ζ) συνιστᾶ πᾶν βοηθητικὸν ὄργανον διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου.

η) ἐκτελεῖ πᾶν ἄλλο καθῆκον ἀνατιθέμενον αὐτῷ παρὰ τῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 20.

Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν συνόδων τῆς Συνελεύσεως διάστημα καὶ ἐν τῇ ἀπουσίᾳ πάσης ἀντιθέτου διατάξεως ἐν τῷ παρόντι Καταστατικῷ τὸ Συμβούλιον λαμβάνει τὰς τυχὸν ἀναγκαιούσας ἀποφάσεις διοικητικῆς καὶ τεχνικῆς φύσεως ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς δικαιοδοσίας καὶ τῶν οἰκονομικῶν μέσων τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ἀναφέρει εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς Συνελεύσεως διὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν.

ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ

Ἄρθρον 21.

Ἡ Γραμματεία ἀπαρτίζεται ἐκ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναγκαιοῦντος εἰς τὸν Ὀργανισμὸν προσωπικοῦ.

Ἄρθρον 22.

Τῇ συστάσει τοῦ Συμβουλίου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς διορίζεται διὰ περίοδον τεσσάρων ἐτῶν μὲ τὴν πλειονοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων εἰς τὴν Συνέλευσιν καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν μελῶν. Ἡ ἐντολή του δύναται ν' ἀνανεωθῇ.

Ἄρθρον 23.

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ὑλοποίησιν τῶν παρὰ τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου ἀποφασιζομένων κατευθύνσεων. Ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τοῦ Ὀργανισμοῦ, τῆς διαχειρίσεως, τοῦ σχεδίου γενικοῦ προγραμματισμοῦ ἐργασίας, ὡς καὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐκπροσωπεῖ νομικῶς τὸν Ὀργανισμόν.

Ἄρθρον 24.

1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας βάσει τοῦ ἐγκριθέντος παρὰ τῆς Συνελεύσεως Κανονισμοῦ τοῦ Προσωπικοῦ.

2. Τὸ προσωπικὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ὑπεύθυνον πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

3. Κατὰ τὸν διορισμὸν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὅρων ἐργασίας τοῦ προσωπικοῦ δέον ὅπως λαμβάνηται κυρίως ὑπ' ὄψιν ἡ ἀνάγκη νὰ ἐξασφαλίσῃ ὁ Ὀργανισμὸς ὑπαλλήλους διαθέτοντας τὰ μεγαλύτερα δι' ἀποδοτικὴν ἐργασίαν προσόντα, τὰς μεγαλυτέρας τεχνικὰς ἱκανότητας, ἀνεπιλήπτου δὲ διαγωγῆς.

Συμφώνως πάντοτε πρὸς τὴν ἀνωτέρω ἐπιδίωξιν, δέον ὅπως δοθῇ ἰδιαιτέρα προσοχὴ εἰς τὴν σημασίαν, τὴν ὁποίαν ἐνέχουσιν οἱ διορισμοὶ βάσει τῆς ὅσον ἔνεστι εὐρυτέρας γεωγραφικῆς βάσεως.

4. Κατὰ τὴν ἐπιτέλεσιν τῶν καθηκόντων των ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ τὸ προσωπικὸν δὲν ζητοῦσι καὶ δὲν δέχονται ὁδηγίας παρ' οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ξένης πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν Ἀρχῆς. Ἀπέχουσι πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν ὑπαλλήλων καὶ εἶναι ὑπεύθυνοι μόνον ἔναντι τοῦ Ὀργανισμοῦ.

ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΔΑΠΑΝΑΙ

Ἄρθρον 25.

1. Ὁ Προϋπολογισμὸς τοῦ Ὀργανισμοῦ καλύπτων τὰς δραστηριότητάς του διοικήσεως καὶ γενικοῦ προγράμματος ἐργασίας χρηματοδοτεῖται διὰ τῶν συνεισφορῶν τῶν πραγματικῶν, συνδεδεμένων καὶ συνεργαζομένων Μελῶν, βάσει ἐγκριθέντος ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ὑπολογισμοῦ τοῦ ὕψους αὐτῶν, ὡς καὶ πάσης ἄλλης δυνατῆς πηγῆς ἐσόδων τοῦ Ὀργανισμοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν παραρτήματι τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ Κανόνων χρηματοδοτήσεως.

2. Ὁ καταρτισθεὶς παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως προϋπολογισμὸς ὑποβάλλεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς τὴν Συνέλευσιν, πρὸς ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν αὐτοῦ.

Ἄρθρον 26.

1. Οἱ λογαριασμοὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ ἐλέγχονται ὑπὸ δύο Ἐλεγκτῶν, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως διὰ περίοδον δύο ἐτῶν κατόπιν συστάσεως τοῦ Συμβουλίου. Οἱ Ἐλεγκταὶ εἶναι ἐπανεκλέξιμοι.

2. Οἱ Ἐλεγκταὶ πέραν τοῦ ἐλέγχου τῶν λογαριασμῶν δύνανται νὰ διατυπώσουν τὰς ὑπ' αὐτῶν κρινομένας ὡς ἀναγκαίας παρατηρήσεις σχετικῶς μὲ τὴν ἀποτελεσματικότητα τῶν οἰκονομικῶν διαδικασιῶν καὶ τὴν διαχείρισιν, τὸ λογιστικὸν σύστημα, τὸν ἐσωτερικὸν οἰκονομικὸν ἔλεγχον καὶ ἐν γένει τὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τῶν ἐν τῇ διοικήσει ἐφαρμοζομένων μεθόδων.

ΑΠΑΡΤΙΑ

Ἄρθρον 27.

1. Ἵνα ὑπάρχῃ ἀπαρτία εἰς τὰς συνόδους τῆς Συνελεύσεως εἶναι ἀναγκαία ἡ παρουσία τῆς πλειοψηφίας τῶν πραγματικῶν Μελῶν.

2. Ἵνα τὸ Συμβούλιον εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ κατὰ τὰς συνόδους αὐτοῦ εἶναι ἀναγκαία ἡ παρουσία τῆς πλειοψηφίας τῶν πραγματικῶν Μελῶν του.

ΨΗΦΟΦΟΡΙΑ

Ἄρθρον 28.

Ἕκαστον πραγματικὸν Μέλος ἔχει μίαν ψῆφον.

Ἄρθρον 29.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἀντιθέτων διατάξεων τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, αἱ ἀποφάσεις ἐπὶ παντὸς θέματος λαμβάνονται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν Μελῶν.

2. Διὰ τὰς ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων συνεπαγομένων ὑποχρεώσεις προϋπολογισμοῦ καὶ οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τῶν μελῶν, ὡς καὶ ἐπὶ τοῦ τόπου τῆς ἕδρας τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ παντὸς ἄλλου θέματος, τὸ ὁποῖον ἡ ἁπλῆ πλειονοψηφία τῶν πραγματικῶν Μελῶν κρίνει ὡς ἰδιαιτέρως σοβαρόν, ἀπαιτεῖται εἰς τὴν Συνέλευσιν ἡ πλειοψηφία τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν Μελῶν.

Ἄρθρον 30.

Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται δι' ἁπλῆς πλειονοψηφίας τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων Μελῶν, ἐξαιρουμένων τῶν συστάσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὰ οἰκονομικὰ καὶ τὸν προϋπολογισμὸν αἵτινες ἐγκρίνονται διὰ πλειονοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων μελῶν.

ΝΟΜΙΚΗ ΙΚΑΝΟΤΗΣ, ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΤΕΛΕΙΑΙ

Ἄρθρον 31.

Ὁ Ὀργανισμὸς κέκτηται νομικὴν προσωπικότητα.

Ἄρθρον 32.

Ὁ Ὀργανισμὸς ἀποκτᾷ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν Κρατῶν Μελῶν προνόμια καὶ ἀτελείας, τῶν ὁποίων ἔχει ἀνάγκην διὰ τὴν ἐπιτέλεσιν τοῦ ἔργου του. Τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀτέλειαι αὗται δύνανται νὰ καθορισθῶσι διὰ συμφωνιῶν συναπτομένων ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ.

ΤΡΟΠΟΛΟΓΙΑΙ

Ἄρθρον 33.

1. Πᾶν σχέδιον τροπολογίας τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ καὶ τοῦ παραρτήματος αὐτοῦ διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις τὸ ἀνακοινώνει εἰς τὰ πραγματικὰ Μέλη ἓξ τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ὑποβολῆς του πρὸς ἐξέτασιν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως.

2. Τὴν τροπολογίαν ἐγκρίνει ἡ Συνέλευσις διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν Μελῶν.

3. Τροπολογία τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ πάντα τὰ Μέλη ὅταν τὰ δύο τρίτα τῶν Κρατῶν-Μελῶν κοινοποιήσωσι τὴν ἔγκρισίν της εἰς τὴν θεματοφύλακα Κυβέρνησιν.

ΠΑΥΣΙΣ

Ἄρθρον 34.

1. Ἐὰν ἡ Συνέλευσις κρίνῃ ὅτι Μέλος τι ἐπιμένει νὰ ἀκολουθῇ πολιτικὴν ἀντίθετον πρὸς τὸν βασικὸν σκοπὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ, ὡς οὗτος περιγράφεται εἰς τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Καταστατικοῦ, δύναται δι' ἀποφάσεώς της ἐγκρινομένης διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων πραγματικῶν Μελῶν νὰ ἀναστείλῃ προσωρινῶς τὴν συμμετοχὴν τοῦ Μέλους τούτου, ἀποστερουσα αὐτὸ τῆς ἐνασκήσεως τῶν δικαιωμάτων καὶ τῆς χρήσεως τῶν προνομίων τῶν συναφῶν πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους.

2. Ἡ ἀναστολὴ θέλει διαρκέσει μέχρις ὅτου ἡ Συνέλευσις ἀναγνωρίσῃ ὅτι ἐπῆλθεν ἀλλαγὴ εἰς τὴν πολιτικὴν τοῦ ἐν λόγῳ Μέλους.

ΑΠΟΧΩΡΗΣΙΣ

Ἄρθρον 35.

1. Πᾶν πραγματικὸν Μέλος δύναται ν' ἀποχωρήσῃ τοῦ Ὀργανισμοῦ κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐγγράφου προειδοποιήσεως πρὸς τὴν θεματοφύλακα Κυβέρνησιν.

2. Πᾶν συνδεδεμένον Μέλος δύναται ν' ἀποχωρήσῃ τοῦ Ὀργανισμοῦ ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους ὡς πρὸς τὴν προειδοποίησιν δι' ἐγγράφου γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν θεματοφύλακα Κυβέρνησιν παρὰ τοῦ πραγματικοῦ Μέλους τοῦ φέροντος τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν σχέσεων τοῦ συνδεδεμένου Μέλους.

3. Πᾶν συνεργαζόμενον Μέλος δύναται ν' ἀποχωρήσῃ τοῦ Ὀργανισμοῦ κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς προειδοποιήσεως ἀπευθυνομένης ἐγγράφως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

ΕΝΑΡΞΙΣ ΙΣΧΥΟΣ

Ἄρθρον 36.

Τὸ παρὸν Καταστατικὸν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἑκατὸν εἴκοσι ἡμέρας ἀφ' ἧς πεντήκοντα ἓν Κράτη τῶν ὁποίων οἱ ἐπίσημοι

Όργανισμοὶ Τουρισμοῦ εἶναι ταχτικὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ θὰ ἔχουν ἐπισήμως γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν προσωρινὸν θεματοφύλακα τὴν ἐκ μέρους των ἔγκρισιν τοῦ Καταστατικοῦ καὶ τὴν ἀποδοχὴν τῶν συναφῶν πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεων.

ΘΕΜΑΤΟΦΥΛΑΞ

Ἄρθρον 37.

1. Τὸ παρὸν Καταστατικόν, ὡς καὶ ἅπασαι αἱ δηλώσεις ἀποδοχῆς τῶν συναφῶν πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεων, θέον ὅπως κατατεθῶσι προσωρινῶς παρὰ τῇ Ἑλβετικῇ Κυβερνήσει.

2. Ἡ Ἑλβετικὴ Κυβέρνησις πληροφορεῖ πάντα τὰ ἁρμόδια ὅπως δεχθῶσι τὴν γνωστοποίησιν ταύτην Κράτη περὶ τῆς λήψεως τῶν δηλώσεων τούτων καὶ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ.

ΓΛΩΣΣΑΙ ΚΑΙ ΕΡΜΗΝΕΙΑ

Ἄρθρον 38.

Αἱ ἐπίσημοι γλῶσσαι τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ἡ γαλλική, ἀγγλική, ἱσπανικὴ καὶ ρωσική.

Ἄρθρον 39.

Τὰ εἰς τὴν γαλλικήν, ἀγγλικήν, ἱσπανικὴν καὶ ρωσικὴν κείμενα τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ εἶναι ἐξ ἴσου ἰσχυρά.

ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 40.

Ἐν ἀναμονῇ ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2, ἡ ἕδρα ὁρίζεται προσωρινῶς εἰς Γενεύην (Ἑλβετίαν).

Ἄρθρον 41.

Ἐντὸς προθεσμίας ἑκατὸν ὀγδοήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας ἢ μετέχοντα τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετάσχωσι τοῦ Ὀργανισμοῦ ὡς πραγματικὰ Μέλη, ἄνευ ψηφοφορίας, διὰ ρητῆς δηλώσεως, διὰ τῆς ὁποίας ἐγκρίνουσι τὸ Καταστατικὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ἀποδέχονται τὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ Μέλους ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 42.

Ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ εἰς τὰ Κράτη τῶν ὁποίων οἱ ἐθνικοὶ ὀργανισμοὶ τουρισμοῦ ἦσαν πραγματικὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος καταστατικοῦ καὶ ἐνέκριναν τὸ παρὸν Καταστατικὸν μὲ ἐπιφύλαξιν ἀποδοχῆς του, ἐπιτρέπεται νὰ μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ μὲ ἅπαντα τὰ δικαιώματα καὶ ἁπάσας τὰς ὑποχρεώσεις πραγματικοῦ Μέλους.

Ἄρθρον 43.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ, τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδες ἐδαφῶν ἀνευθύνων ὡς πρὸς τὰς ἐξωτερικὰς αὐτῶν σχέσεις ἀλλὰ τῶν ὁποίων οἱ ἐθνικοὶ ὀργανισμοὶ τουρισμοῦ ἦσαν πραγματικὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐγκρίσεως τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ καὶ τὰ ὁποῖα ἑπομένως δύνανται νὰ συμμετάσχωσι τοῦ Ὀργανισμοῦ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ συνδεδεμένου Μέλους καὶ ἐνέκριναν τὸ παρὸν Καταστατικὸν μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἀποδοχῆς ἐκ μέρους τοῦ Κράτους τοῦ ὑπευθύνου τῶν ἐξωτερικῶν των σχέσεων, δύνανται νὰ μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ μὲ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνδεδεμένου Μέλους.

Ἄρθρον 44.

Ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ὑποχρεώσεις τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ περιέρχονται εἰς τὸν Ὀργανισμόν.

Ἄρθρον 45.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἐπισήμων Ὀργανισμῶν Τουρισμοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Καταστατικοῦ θὰ ἐνεργῇ ὡς Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ μέχρι τῆς ἡμέρας τῆς ἐκλογῆς ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἐγένετο ἐν Μεξικῷ τῇ 27ῃ Σεπτεμβρίου 1970.

ΚΑΝΟΝΕΣ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Ἡ οἰκονομικὴ περίοδος τῆς Ὀργανώσεως εἶναι διετής.

2. Ἡ οἰκονομικὴ χρῆσις ἀντιστοιχεῖ πρὸς τὴν περίοδον τὴν περιλαμβανομένην μεταξὺ τῆς 1ης Ἰανουαρίου καὶ τῆς 31ης Δεκεμβρίου.

3. Ὁ Προϋπολογισμὸς χρηματοδοτεῖται διὰ τῶν εἰσφορῶν τῶν Μελῶν βάσει καθορισθησομένης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως μεθόδου κατανομῆς βασιζομένης ἐπὶ τοῦ βαθμοῦ τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως ὡς καὶ τοῦ ὕψους τῆς διεθνοῦς τουριστικῆς κινήσεως ἑκάστης χώρας καὶ δι' ἄλλων ἐσόδων τῆς Ὀργανώσεως.

4. Ὁ Προϋπολογισμὸς θὰ διατυποῦται εἰς δολλάρια ΗΠΑ. Αἱ εἰσφοραὶ τῶν Μελῶν θὰ καταβάλλωνται εἰς δολλάρια ΗΠΑ. Ἐν τούτοις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νὰ δεχθῇ ἄλλα νομίσματα διὰ τὴν καταβολὴν τῶν εἰσφορῶν τῶν Μελῶν μέχρι τοῦ ἐπιτρεπομένου ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ποσοῦ.

5. Συνιστᾶται γενικὸν Κεφάλαιον. Ὅλαι αἱ πραγματοποιούμεναι εἰσφοραὶ τῶν Μελῶν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3, οἱ διάφοροι πόροι καὶ πᾶσα προκαταβολὴ ἐκ τοῦ κεφαλαίου κινήσεως θὰ ἐγγράφωνται εἰς πίστωσιν τοῦ Κεφαλαίου. Αἱ δαπάναι διαχειρίσεως ὡς καὶ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὸ γενικὸν πρόγραμμα δαπάναι θὰ πραγματοποιῶνται εἰς χρέωσιν τοῦ γενικοῦ Κεφαλαίου.

6. Συνιστᾶται Κεφάλαιον κινήσεως διὰ ποσὸν ὁρισθησόμενον παρὰ τῆς Συνελεύσεως. Εἰς τὸ Κεφάλαιον κινήσεως θὰ κατατίθενται αἱ προκαταβολαὶ ἐκ τῶν εἰσφορῶν τῶν Μελῶν καὶ πᾶν ἄλλο ἔσοδον, τὸ ὁποῖον προορίζει ἡ Συνέλευσις πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον. Δύνανται, ὅταν παρίσταται ἀνάγκη, νὰ γίνωνται μεταφοραὶ ἐκ τοῦ κεφαλαίου κινήσεως εἰς τὸ γενικὸν Κεφάλαιον.

7. Δύνανται νὰ συσταθῶσι πιστωτικὰ Κεφάλαια διὰ τὴν χρηματοδότησιν ἔργων μὴ προβλεπομένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὀργανώσεως διὰ τὰ ὁποῖα ἐνδιαφέρονται ὡρισμέναι χῶραι ἢ ὁμάδες χωρῶν. Τὰ Κεφάλαια ταῦτα θὰ σχηματίζωνται δι' ἐκουσίων συνεισφορῶν. Ἡ Ὀργάνωσις δύναται νὰ ζητήσῃ ἀνταμοιβὴν διὰ τὴν διαχείρισιν τῶν Κεφαλαίων τούτων.

8. Ἡ Συνέλευσις ἀποφασίζει διὰ τὴν διάθεσιν τῶν δωρεῶν, τῶν κληροδοτημάτων καὶ ἄλλων ἐκτάκτων ἐσόδων μὴ ἀναγεγραμμένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὀργανώσεως.

9. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς προβλέψεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τρεῖς τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀντιστοίχου συγκλήσεως τοῦ Συμβουλίου. Τὸ Συμβούλιον μελετᾷ τὰς προβλέψεις ταύτας καὶ ὑποβάλλει τὸν προϋπολογισμὸν εἰς τὴν Συνέλευσιν πρὸς τελικὴν ἐξέτασιν καὶ ἔγκρισιν. Αἱ προβλέψεις τοῦ Συμβουλίου ἀνακοινοῦνται τρεῖς μῆνες τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀντιστοίχου συγκλήσεως τῆς Συνελεύσεως.

10. Ἡ Συνέλευσις ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμὸν ἀνὰ ἔτος διὰ περίοδον δύο ἐτῶν καὶ τὸν καταμερισμὸν αὐτοῦ δι' ἕκαστον ἔτος, ὡς καὶ τὸν ἀπολογισμὸν ἑκάστου ἔτους.

11. Ὁ ὑπολογισμὸς τῆς Ὀργανώσεως διὰ τὴν διαρρεύσασαν οἰκονομικὴν χρῆσιν ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τοὺς Ἐλεγκτὰς ὡς καὶ τὸ ἁρμόδιον ὄργανον τοῦ Συμβουλίου. Οἱ ἐλεγκταὶ ἀναφέρονται εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τὴν Συνέλευσιν.

12. Τὰ Μέλη τῆς Ὀργανώσεως καταβάλλουσι τὴν εἰσφοράν των ἐντὸς τοῦ πρώτου μηνὸς τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, διὰ τὴν ὁποίαν προορίζεται αὕτη. Τὸ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ὁρισθὲν ποσὸν τῆς εἰσφορᾶς ταύτης θ' ἀνακοινοῦται εἰς τὰ Μέλη ἓξ μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, διὰ τὴν ὁποίαν προορίζεται.

Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐν τούτοις νὰ δεχθῇ καθυστερήσεις δικαιολογουμένας ἐκ τῶν διαφόρων ἐν ἰσχύϊ εἰς διαφόρους χώρας οἰκονομικῶν χρήσεων.

13. Μέλος καθυστεροῦν τὴν καταβολὴν τῆς εἰσφορᾶς του εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ὀργανώσεως θ' ἀπολέσῃ τὸ προνόμιον τῶν Μελῶν ὡς πρὸς τὴν ἐξυπηρέτησίν των καὶ τὸ δικαίωμα ψήφου εἰς τὴν Συνέλευσιν καὶ τὸ Συμβούλιον ἐὰν τὸ καθυστερούμενον ποσὸν εἶναι ἴσον ἢ ἀνώτερον τῆς εἰσφορᾶς του διὰ τὰ δύο διαρρεύσαντα οἰκονομικὰ ἔτη. Δύναται ὅμως ἡ Συνέλευσις, τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου, νὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τὸ Μέλος τοῦτο ὅπως λαμβάνῃ μέρος εἰς τὴν ψηφοφορίαν καὶ δέχηται ἐξυπηρετήσεις ἐκ μέρους τῆς Ὀργανώσεως, ἐὰν διαπιστωθῇ ὅτι ἡ παράλειψις ὀφείλεται εἰς ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεώς του περιστάσεις.

14. Τὸ ἀποχωροῦν ἐκ τῆς Ὀργανώσεως Μέλος θὰ ὑποχρεοῦται ὅπως καταβάλῃ ὁλόκληρον τὸ ἀναλογοῦν μέρος τῆς εἰσφορᾶς του μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν πραγματοποιεῖται ἡ ἀποχώρησίς του.

Καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ συνδεδεμένα καὶ συνεργαζόμενα Μέλη, κατὰ τὸν ἐν τῇ κατανομῇ γενόμενον ὑπολογισμὸν θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ὁ διάφορος χαρακτὴρ τῆς ἰδιότητός των ὡς Μελῶν καὶ τὰ περιωρισμένα δικαιώματά των ἐντὸς τῶν κόλπων τῆς Ὀργανώσεως.

Ἐγένετο ἐν Μεξικῷ τὴν 27ην Σεπτεμβρίου 1970

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος	Α'	Δραχ.	400
2. » » »	Β'	»	350
3. » » »	Γ'	»	300
4. » » »	Δ'	»	500
5. » » »	Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » »	Παράρτημα	»	200
7. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	750
8. » »	Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία		»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος	Α'	Δραχ.	20.—
2. » » »	Β'	»	17,50
3. » » »	Γ'	»	15.—
4. » » »	Δ'	»	25.—
5. » » »	Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » »	Παράρτημα	»	10.—
7. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	37,50
8. » »	Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. » »	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α.' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	»	500

Β.' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν-Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν –Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε. Τ.
Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ